

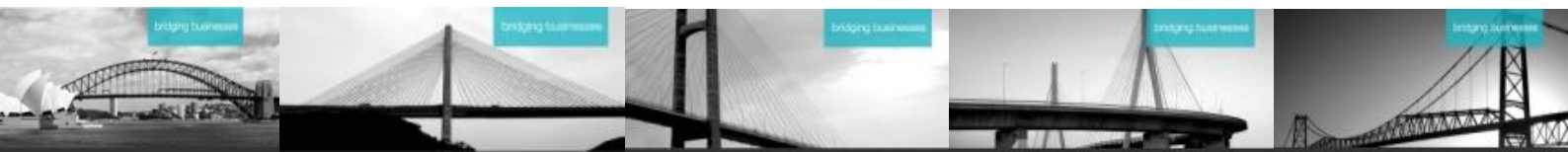
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

AUTISME EN ILE-DE-FRANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

43 bis rue de Cronstadt
75015 PARIS



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AUTISME EN ILE-DE-FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 octobre 2024

Le Commissaire aux comptes

JPA Associations



Damien POTDEVIN

Association AUTISME EN ILE DE FRANCE

Comptes du 01/01/23 au 31/12/23

BILAN ACTIF	Brut	Amort. & Dépr.	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	261 244	261 244	0	0
Frais de recherche et de développement	114 501	102 520	11 981	14 915
Concessions, brevets et droits assimilés	52 400	33 699	18 701	9 892
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains / agencements	1 179 499	5 121	1 174 378	1 174 730
Constructions	15 196 397	5 702 599	9 493 798	9 136 526
Installations techniques, matériel et outillage	418 720	333 763	84 957	95 545
Autres immobilisations corporelles	7 578 579	4 351 268	3 227 311	3 635 142
Immobilisations en cours / Avances et acomptes	125 459		125 459	125 897
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	610 996		610 996	610 996
Autres immobilisations financières	205 602		205 602	202 539
ACTIF IMMOBILISE	25 743 397	10 790 214	14 953 183	15 006 182
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes	59 129		59 129	59 328
Créances et comptes rattachés	4 557 601	217 310	4 340 291	3 747 630
Autres créances	1 504 972		1 504 972	424 136
Valeurs mobilières de placement	4 850 301		4 850 301	5 308 954
Disponibilités	6 543 882		6 543 882	4 783 970
Charges constatées d'avance	80 360		80 360	60 418
ACTIF CIRCULANT	17 596 245	217 310	17 378 935	14 384 436
Comptes de régularisation				
TOTAL GENERAL	43 339 642	11 007 524	32 332 118	29 390 618

BILAN PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs sans droit de reprise	3 728 803	3 728 803
Fonds associatifs avec droit de reprise	369 264	369 264
Excédents affectés à l'investissement	1 351 307	990 356
Réserves de compensation	1 772 615	1 678 896
Excédents affectés à la couverture BFR	425 998	425 998
Autres réserves	0	-
Report à nouveau	-1 537 252	918 620
Résultat sous contrôle financier --> Annexe 1	1 716 898	1 412 109
Excédent financement mesure exploitation	0	-
Résultat de l'exercice --> Annexe 2	18 626	357 442
Subventions d'investissement	4 369 029	4 511 466
Provisions réglementées	408 459	413 946
FONDS ASSOCIATIFS	12 623 747	12 254 776
Provision pour risques et charges	530 565	338 680
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	530 565	338 680
Fonds dédiés	3 400 168	3 783 343
PROVISIONS ET FONDS DEDIES	3 400 168	3 783 343
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	11 420 303	9 207 533
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 292 392	940 991
Dettes fiscales et sociales	2 342 777	2 142 742
Autres dettes	644 166	644 763
Produits constatés d'avance	78 000	77 790
DETTES	15 777 638	13 013 819
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	32 332 118	29 390 618

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/23 au 31/12/23

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
Dotations et produits de tarification	25 801 462	22 276 437
Divers	507 671	647 878
Subventions d'exploitation	318 000	188 093
Reprises de provisions/fonds dédiés et transferts de charges	24 309	658 377
Autres produits	96 012	127 145
Produits d'exploitation	26 747 454	23 897 930
Achats non stockés de matières et fournitures	16 682	21 699
Services extérieurs et autres	7 520 192	7 068 246
Impôts, taxes et versements assimilés	1 253 974	1 105 494
Salaires et traitements	11 732 988	9 454 979
Charges sociales	5 615 904	4 779 177
Dotations aux amortissements	1 478 721	1 398 011
Dotations aux provisions/fonds dédiés	193 065	361 045
Autres charges	89 689	128 356
Charges d'exploitation	27 901 215	24 317 007
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 153 761	-419 077
Produits financiers	94 899	25 864
Charges financières	173 272	156 770
RESULTAT FINANCIER	-78 373	-130 906
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-1 232 133	-549 983
Produits exceptionnels	2 009 469	995 734
Charges exceptionnelles	758 711	803 195
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 250 759	192 539
RESULTAT DE L'EXERCICE	18 626	-357 444

AUTISME EN ILE DE FRANCE
43 bis rue de Cronstadt
75015 PARIS

Le bilan de l'exercice présente un total de 32 332 118 euros
Le résultat comptable de l'exercice est excédentaire de 18 626 euros.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par deux conseils d'administration de l'Association.
Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les
Conseils d'Administration de l'Association tenus les 25/04/23 et 29/04/23.
L'exercice N-1 était sur 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.
Le présent exercice est sur 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Les comptes sont repris intégralement à partir de la comptabilité autonome de chaque
établissement et de chaque service avec élimination des comptes inter établissement.

I PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Art. 2 : L'Association a pour buts essentiels :

- d'assurer aux personnes avec autisme, quels que soient leur âge et le niveau de leur handicap, un accompagnement personnalisé, respectueux de leur potentialité et destiné à leur permettre d'acquérir une autonomie aussi large que possible ;
- de promouvoir, créer et développer en Île-de-France, tout mode d'accompagnement des personnes avec autisme, de l'enfance jusqu'à la vieillesse, et, plus généralement, de développer et fluidifier le parcours de l'autisme, en s'appuyant sur les recommandations de bonnes pratiques de la Haute Autorité de la Santé (HAS) ;
- de développer les compétences sociales et professionnelles des personnes avec autisme afin de favoriser leur inclusion dans la cité et leur accès au monde du travail ;

- de créer et de gérer des structures d'accueil, d'éducation, d'hébergement, de travail, ou de soins nécessaires au développement et au bien-être des personnes avec autisme concernées ;
- de soutenir et informer les familles, responsables légaux et aidants grâce à des actions de communication et d'accompagnement, en étant à l'écoute de leurs besoins et en favorisant des actions limitant l'isolement ;
- de jouer un rôle actif auprès de toutes les instances politiques ou administratives en lien avec le handicap ;
- d'informer l'opinion publique afin de mieux faire connaître les particularités et les problèmes des personnes avec autisme ;
- de stimuler la recherche concernant l'autisme et les troubles envahissants du développement (TED) et d'en diffuser les résultats. Et de réaliser toute opération, de prendre toute participation lui permettant de réaliser directement ou indirectement son objet tel que défini ci-dessus.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'Association utilise tous les moyens d'action compatibles avec son but et les présents Statuts et en particulier :

- la création et la gestion d'établissements et de services variés, avec accompagnement éducatif des personnes avec autisme, depuis leur jeune âge jusqu'à leur fin de vie ;
- la défense et l'illustration du droit de ces personnes à un accompagnement éducatif personnalisé et à des soins appropriés ;
- la participation aux initiatives des associations accueillant des personnes avec autisme afin d'améliorer leur prise en charge en Île de France ;
- la mise en place de partenariats avec d'autres instances du secteur public ou privé susceptibles d'apporter des compétences complémentaires dans un souci de développer des projets permettant de fluidifier le parcours de l'autisme ;
- la mutualisation des savoir-faire avec d'autres associations ou structures œuvrant avec les mêmes buts et valeurs que les siennes pour le bien-être et l'autonomie des personnes en situation de handicap ;

L'association déploie ses activités sur le territoire de la région Île-de-France.

Sur le département des Yvelines (78) :

- Un foyer d'accueil médicalisé (FAM) pour 35 adultes avec une activité d'accueil avec hébergement.
- Un Institut Médico-Éducatif (IME) de 30 places dont 10 places d'internat pour l'accueil d'enfants âgés de 6 à 20 ans, auquel est adossé un pôle de compétence et des prestations externalisées (PCPE)

- Un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de 98 places qui intervient dans des actions de maintien de la scolarisation et dans l'organisation de dispositifs de scolarisation (UEMA, UEEA, ULIS). Le SESSAD inclut également un dispositif de préprofessionnalisation.
- Un Service à la personne, agréé par les services du conseil départemental des Yvelines, dénommé « Service Autisme Inclusion » (SAI) qui déploie à ce jour son activité auprès d'enfants scolarisés dans l'objectif de créer et maintenir les meilleures conditions de scolarisation ainsi qu'auprès de jeunes adultes.
- Un dispositif de logements inclusifs en collaboration avec un bailleur social sur la commune de Bois d'Arcy sur modèle de résidence sociale dont la gestion est assurée par le bailleur social.

Sur le département de Paris (75) :

- Un Institut Médico-Educatif (IME) de 25 places dont 5 places d'internat destiné à l'accueil et l'accompagnement d'adolescents avec autisme de 12 à 20 ans. L'IME est également le support d'un dispositif de préprofessionnalisation et d'inclusion sociale sous la forme d'un café social a ouvert ses portes en 2021. Le café est géré par une association spécifique avec laquelle Autisme en Île-de-France a signé une convention. Une UEMA a également ouvert fin 2023.
- Un établissement d'accueil médicalisé (EAM) pour adultes de 52 places avec une activité d'accueil avec et sans hébergement sur le 15^{ème} arrondissement. L'EAM « Simone Veil » porte également une activité d'hébergement diffus sous les modalités d'internat de l'EAM ou bien celle d'un foyer d'hébergement.

Sur le département du Val-de-Marne (94) :

- Un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de 72 places sur l'est du département qui intervient dans des actions de maintien de la scolarisation et dans l'organisation de dispositifs de scolarisation (UEMA, UEEA, ULIS)
- Un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de 52 places sur l'ouest du département ouvert en 2018. Le SESSAD de 45 places intervient dans des actions de maintien de la scolarisation. L'ouverture d'une Unité d'Enseignement Maternelle Autisme (UEMA) a eu lieu en 2023.
- Un institut- Médico-Educatif (IME) sur l'est du département de 4 places de semi-internat.

Sur le département de Seine et Marne (77) :

- Un Institut Médico-Educatif (IME) passé en 2022 à un fonctionnement en plateforme pour 35 places, en semi-internat avec un UEMA.

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements : Les tableaux présentés aux points 5.1 et 5.2 récapitulent les investissements réalisés par l'association nécessaires pour la réalisation de son objet social.
- Ressources humaines : Le tableau récapitulatif présenté au point 7.1 présente l'effectif moyen de l'association sur 2023.

II FAITS CARACTERISTIQUES, PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Faits significatifs de l'exercice et évènements post clôture

Prime de partage de la valeur :

Le conseil d'administration du 23 mai 2024, décide le versement de la prime de partage de la valeur d'un montant de 246 K€. Cette prime impactera les comptes 2024.

Fusion « AUTISME INTEGRATION PAR METHODES EDUCATIVES 77 »

Le 25 juillet 2023, une fusion entre les associations « AUTISME ILE DE France » et « AUTISME INTEGRATION PAR METHODES EDUCATIVES 77 » est intervenue prévoyant la transmission universelle du patrimoine de « AUTISME INTEGRATION PAR METHODES EDUCATIVES 77 » à « AUTISME ILE DE France ».

La fusion a pris effet le 1^{er} juillet 2023 sur le plan juridique, et sur les plans comptable et fiscal le 1^{er} janvier 2023.

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'association au 31/12/2023 ont été arrêtés, comme ceux au 31/12/22.

Les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances inscrites à l'actif
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- les produits d'exploitation

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2023, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

2.2 Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ces comptes annuels sont établis selon les dispositions prévues par le plan comptable général 2014-03 et CRC 99-01.

L'association applique également les réglementations comptables suivantes :

- Le règlement ANC 2018-06.
- Le règlement 2004-06 du CRC, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs corporels et incorporels.
- Le règlement 2000-06 du CRC, relatif aux passifs.
- L'avis du CNC (2007-05) du 4 mai 2007.
- Du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 (JO du 24 octobre 2003) relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements et services médico-sociaux.
- Les arrêtés successifs publiés depuis cette date qui ont modifiés la nomenclature comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi que la comptabilisation des certaines charges et qui se substituent à celles de l'instruction 87-67 du 16 mars 1987 communément appelée M22.

Pour rappel, l'application du règlement ANC n° 2018-06 est devenue obligatoire pour les comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant de l'instruction M22, applicable aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par les organismes privés à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3 Les comptes annuels regroupent les comptes des établissements et services :

Les établissements :

- FAM Clair Bois
- IME Notre Ecole
- SESSAD Aidera
- SESSAD Les Comètes
- EAM Simone Veil
- IME Cour de Venise
- SESSAD Grange Ory
- IME A l'Ecole de Ted et ses amis
- Plate-forme Eclair
- Siège

Les services :

- SAAD SAI
- P'tit Club
- Association

Les mandats de gestion (sans impact sur le résultat de l'Association) :

- GEM CAP'ACTIF

III **NOTES SUR LE BILAN**

3.1 **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Frais d'établissement	3 à 10 ans
- Constructions	10 à 50 ans
- Matériel et outillage	5 à 15 ans
- Matériel roulant	5 ans
- Agencements et aménagements	5 à 20 ans

3.2 **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3 **Valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.4 **Subventions d'investissements**

Les subventions d'investissements recevant une affectation particulière sont portées dans les fonds associatifs.

3-5 Titres de participations

Pour rappel l'association a pris une participation de 998 € dans la SCI L'ARC EN CIEL en 2021 soit 99,80% de son capital social. Cette dernière loue des locaux d'une superficie d'environ 500 m² situés au 9, avenue d'Arromanches - Saint Maur des Fossés (94100) au SESSAD LES COMETES.

Le loyer mensuel facturé à l'Association AIEDF est de 8 000 €.

3-6 Engagements hors bilan

Aucun engagement hors bilan n'a été recensé au 31 décembre 2023.

IV NOTES SUR LE RESULTAT

Résultats des établissements sous convention :

La reprise des résultats antérieurs s'effectue au niveau des tableaux d'affectation de résultat des comptes administratifs.

Le résultat comptable, correspondant à la différence entre charges et produits figure dans le bilan de chaque établissement (annexe 2).

Retraité des reprises de résultats antérieurs (annexe 1), il devient le résultat administratif, présenté aux tutelles pour affectation (annexe 3).

Pour les comptes qui sont soumis aux autorités de tutelle, les résultats ont un caractère provisoire dans l'attente des contrôles par les organismes compétents.

Les comptes de l'exercice 2023 font notamment apparaître pour les établissements et services :

- Annexe 1 : Le tableau détaillé des résultats 2021 et 2022 sous contrôle des tiers financeurs
- Annexe 2 : Le tableau détaillé des résultats comptables 2023
- Annexe 3 : Le tableau détaillé des résultats administratifs 2023

V NOTES SUR LE BILAN ACTIF

5.1 Actif immobilisé :

IMMOBILISATIONS	A l'ouverture 01/01/2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	A la clôture 31/12/2023
Incorporelles	415 605	12 540		428 145
Corporelles	22 959 047	1 647 403	107 796	24 498 654
Financières	813 535	3 063		816 598
	24 188 187	1 663 006	107 796	25 743 397

5.2 Amortissements

AMORTISSEMENTS	A l'ouverture 01/01/2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	A la clôture 31/12/2023
Incorporelles	390 798	6 665		397 463
Corporelles	8 791 206	1 700 211	98 664	10 392 753
Financières	0			0
TOTAL	9 182 004	1 706 876	98 664	10 790 216

5.3 Etat des créances

CREANCES	Montant Brut	1 an au plus	plus 1 an
Actif immobilisé			
Autres participations	610 996		610 996
Autres immobilisations financières	205 602		205 602
Actif circulant			
Avances et acomptes	59 129	59 129	
Créances et autres créances	6 062 573	6 062 573	
VMP & Disponibilités	11 394 183	11 394 183	
Charges constatées d'avance	80 360	80 360	
TOTAL	18 412 843	17 596 245	816 598

VI NOTES SUR LE BILAN PASSIF

6.1 Fonds propres

FONDS PROPRES	2022	2023
Fonds associatifs sans droit de reprise	3 728 803	3 728 803
Fonds associatifs avec droit de reprise	369 264	369 264
Excédents affectés à l'investissement	990 356	1 351 307
Réserve de compensation	1 678 896	1 772 615
Réserves de trésorerie	425 998	425 998
Report à nouveau	-918 620	-1 537 252
Résultats sous contrôle financeurs	1 412 109	1 716 898
Excédent financement mesure exploitation	0	0
Résultats de l'exercice	-357 442	18 626
Subventions d'investissement	4 511 466	4 369 029
Provisions réglementées	413 946	408 459
TOTAL	12 254 776	12 623 747

6.2 Provisions et fonds dédiés

PROVISIONS / FONDS DEDIES	A l'ouverture 01/01/2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	A la clôture 31/12/2023
Provisions réglementées	413 947	0	5 487	408 459
Provisions pour risques et charges	338 680	191 885	0	530 565
Provisions pour dépréciation	0	0	0	0
Provisions pour fonds dédiés	3 783 343	412 764	795 939	3 400 168
TOTAL	4 535 969	604 649	801 426	4 339 192

6.3 **Etat des dettes**

DETTES	Montant brut	à 1 an au plus	à + 1 an et - 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit (a)	11 420 303	3 895 366	2 130 102	5 394 836
Emprunts et dettes divers				
Avances et acomptes reçus sur commande en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 292 392	1 292 392		
Dettes fiscales et sociales	2 342 777	2 342 777		
Autres dettes	634 820	634 820		
Produits constatés d'avance	78 000	78 000		
TOTAL	15 768 292	8 243 356	2 130 102	5 394 836

VII **AUTRES INFORMATIONS**

7.1 **Effectif moyen**

L'effectif des salariés en équivalent temps plein est de 389 sur 2023 contre 338 sur 2022.

Par ailleurs, au 31 décembre 2023, l'effectif s'élevait à 387 et se détaillait ainsi :

- Hommes : 76
- Femmes : 311

7.2 **Rémunération des cadres dirigeants**

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

La rémunération des trois plus hauts cadres de direction n'est pas donnée, car cela reviendrait à donner indirectement des rémunérations individuelles.

7.3 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Elles ont été estimées non significatives au titre de l'exercice 2023.

7-4 : Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées en comptabilité après calculs de ces derniers effectué par un actuair.

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/23 au 31/12/23

ANNEXE 1

TABLEAU EXPLICATIF DES RESULTATS SOUS CONTRÔLE

SESSAD AIDERA	Résultat sous contrôle 2021	319 406
	Résultat sous contrôle 2022	566 151
IME NOTRE ECOLE	Résultat sous contrôle 2021	113 842
	Résultat sous contrôle 2022	40 915
FOYER LE CLAIR BOIS	Résultat sous contrôle 2021	- 224 325
	Résultat sous contrôle 2022	- 323 818
FAM SIMONE VEIL	Résultat sous contrôle 2021	274 743
	Résultat sous contrôle 2022	282 389
IME COUR DE VENISE	Résultat sous contrôle 2021	2 663
	Résultat sous contrôle 2022	- 108 005
SESSAD LES COMETES	Résultat sous contrôle 2021	248 430
	Résultat sous contrôle 2022	217 377
SESSAD GRANGE ORY	Résultat sous contrôle 2021	226 092
	Résultat sous contrôle 2022	81 038
		<hr/>
		1 716 898

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/23 au 31/12/23

ANNEXE 2

TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2023
Gestion libre	46 082
<i>dont Association</i>	41 503
<i>dont SAI</i>	-2 343
<i>dont P'tit Club</i>	6 922
SESSAD AIDERA	228 687
IME NOTRE ECOLE	208 036
FOYER LE CLAIR BOIS	- 707 160
FAM SIMONE VEIL	79 685
IME COUR DE VENISE	- 553
SESSAD LES COMETES	132 205
SESSAD GRANGE ORY	- 13 197
PLATE-FORME ECLAIR	- 34 775
TED ET SES AMIS	9 839
SIEGE (hors P'tit Club)	69 777
	<hr/>
	18 626

TABLEAU DE PASSAGE

	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE N-2	Ajustements divers	RESULTAT ECONOMIQUE
Résultat sous contrôle				
SESSAD AIDERA	228 687	319 406		548 093
IME NOTRE ECOLE	208 036	113 842		321 878
FOYER LE CLAIR BOIS	- 707 160	- 224 325		- 931 485
FAM SIMONE VEIL	79 685	274 743		354 428
IME COUR DE VENISE	- 553	2 663		2 110
SESSAD LES COMETES	132 205	248 430		380 635
SESSAD GRANGE ORY	- 13 197	226 092		212 895
PLATE-FORME ECLAIR	- 34 775			- 34 775
TED ET SES AMIS	9 839			9 839
SIEGE	69 777	(a)		69 777
Résultat gestion libre				
Gestion libre	46 082			46 082
	18 626	960 851	-	979 477

(a) Les résultats antérieurs du SIEGE sont directement imputés dans les fonds propres.

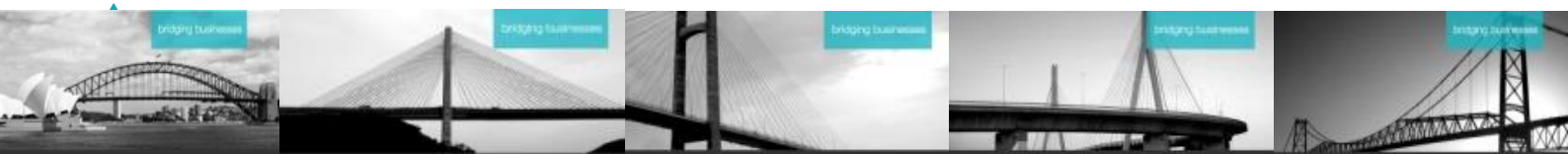
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

AUTISME EN ILE-DE-FRANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

43 bis rue de Cronstadt
75015 PARIS



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

- **Concernant la gouvernance de l'association AIME 77 :**

Préalablement à la fusion de l'association AIME 77 par votre association le 25 juillet 2023, le mandat de trésorier de l'association AIME 77 a été confié à Mr Jean Marc Monguillet en 2023, sans rémunération.

- **Concernant la mise à disposition de dirigeant :**

Une convention de mise à disposition d'un poste de direction auprès de l'association AIME 77 a été signée au cours de l'exercice 2022.

Madame Brigitte Joly a été mise à disposition pour un montant de 2 000 € par mois, facturé par votre association à l'association AIME 77 d'octobre 2022 à janvier 2023.

Madame Brigitte Joly est directrice générale de votre association.

- **Concernant les facturations entre différentes entités :**

SCI L'ARC EN CIEL :

La SCI L'ARC EN CIEL a été créée par votre association en date du 12/02/2021 pour l'acquisition d'un bien immobilier d'une superficie de 500m², dépendant d'un immeuble situé au 9 avenue d'Arromanches Saint Maur des Fossés (94100).

Son capital social s'élève à 1 000 €. Votre association possède 99,8% du capital social. Votre association a signé auprès de la SCI L'ARC en CIEL un bail pour le compte de l'établissement SESSAD AIDERA. Le loyer annuel s'élève à 96 000€ hors taxes et hors charges.

Jean-Marc Monguillet est gérant de la SCI, et Président de votre association.

NOTRE CAFE MARAIS :

Votre association et l'association Notre Café Marais (NCM) située 11 Allée Arnaud Beltrame à Paris (75003) ont conclu le 8 juillet 2021 une convention de partenariat.

Notre Café Marais est un café à vocation inclusive où les résidents de l'IME Cour de Venise appliquent leurs compétences pré-professionnelles avec des « vrais utilisateurs ». Au titre de la convention, votre Association, au travers de l'établissement IME Cour de Venise supporte dans ses charges et paye directement les salaires et charges sociales afférentes aux salariés affectés à cette extension, exception faite du cuisinier.

L'association NCM supporte dans ses charges et paye directement les salaires et charges sociales afférentes au cuisinier.

Votre association paye directement le loyer facturé à NCM par son bailleur.

Au titre de cette convention, l'IME Cour de Venise a versé pour le compte de cette extension un montant de 48 649,62 € sur l'année 2023.

MANDAT DE GESTION AIME 77 :

Avant la fusion de l'association AIME 77 par votre association qui a été entérinée par l'ARS avec le transfert des autorisations en date du 1^{er} juillet 2023, ont été signés :

- un mandat de gestion, de l'établissement IME A l'Ecole de TED et ses amis confié par l'association AIME 77 à votre association en 2023 en date du 21 décembre 2021 ; la gestion opérationnelle a été conduite par la direction du SESSAD Les Comètes ; le montant de la rémunération de votre association à ce titre a été de 3% de la dotation 2023 de l'IME A l'Ecole de TED et ses amis ;
- un mandat de gestion, de la plateforme Eclair confié par l'association AIME 77 à votre association en 2023 à compter du 1^{er} février 2023, à la suite des Assemblées Générales Extraordinaires d'Autisme en Ile de France et d'AIME 77 du 30 janvier 2023 ayant approuvé la fusion. Le montant de la rémunération de votre association à ce titre a été identique, soit 3% de la dotation 2023 de la Plateforme Eclair.

La date d'effet économique de la fusion étant au 1^{er} janvier 2023, les flux associés au titre des mandats de gestion entre entités indépendantes deviennent des comptes de liaison inter établissements au sein de votre association.

Fait à Paris, le 3 octobre 2024

Le Commissaire aux comptes

JPA Associations



Damien POTDEVIN